ASSEMBLÉE NATIONALE

16 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° I-553

présenté par

M. Buchou, M. Fait, M. Marion, Mme Vidal, M. Fiévet, M. Lemaire, Mme Delpech et M. Frébault

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:**

I. – Au 1 du I de l'article 39 *decies* A du code général des impôts, après le mot : « sociétés », sont insérés les mots : « prévu à l'article 205 du code général des impôts qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 1 milliard d'euros, ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Concernant le dispositif de suramortissement des investissements pour le verdissement des flottes de véhicules, cet amendement vise à éviter la neutralisation du dispositif et de ses objectifs, par la limitation des règles et plafonds afférents aux aides d'Etat de l'Union européenne, ce qui constitue un coup de frein fortement préjudiciable à la transition énergétique du transport.

S'agissant de l'acquisition de véhicules électriques ou hydrogène, il est en effet préférable de faire référence au règlement (UE) n° 651/2014 qui instaure un régime d'exemption spécifique pour les aides relatives à l'acquisition de véhicules à émission nulle.

Se priver de la référence à ce règlement dédié minore le plafond des aides que peuvent recevoir les entreprises pour le verdissement de leur flotte au détriment de la transition énergétique et de la compétitivité avec les autres entreprises européennes.

Cet amendement vise en outre à corriger une erreur matérielle introduite lors du vote bloqué de la loi de finances pour 2024. A cette occasion, le mécanisme de déduction exceptionnelle dont bénéficient les entreprises pour l'investissement dans des véhicules lourds fonctionnant grâce à une énergie alternative au diesel a été inscrit dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Cet amendement vise donc à remplacer la référence au règlement 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis, qui n'est plus en vigueur, par le nouveau règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023.

Compte-tenu de la situation budgétaire de notre pays, il est proposé que cette mesure ne s'applique pas aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 du code général des impôts qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 1 milliard d'euros, ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition.